

## FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FEADER

### PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POITOU-CHARENTES

#### **Opération 741 : Développement des services de base pour la population rurale**

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'informations.

Cette demande d'aide une fois complétée constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier de demande d'aide pour le FEADER. Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, au Service Instructeur et conservez un exemplaire.

#### **Cadre réservé au service instructeur**

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception :

#### **LIBELLÉ DU PROJET :**

#### **TYPE DE PROJET**

- ☐ Fiche n°1 : Maisons de santé
- ☐ Fiche n°2 : Maisons de service au public
- ☐ Fiche n°3 : Infrastructures sociales : Equipements petite-enfance, enfance
- ☐ Fiche n°4 : Commerces de proximité
- ☐ Fiche n°5 : Infrastructures culturelles et sportives
- ☐ Fiche n°6 : Mobilités

#### **IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

N° SIRET (obligatoire) :

*Attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises*

Statut Juridique :

Raison Sociale :

NOM/Prénom et fonction du représentant légal (le cas échéant) :

Adresse permanente du demandeur :

Code postal :

Commune :

#### COORDONNÉES DU RESPONSABLE TECHNIQUE DU PROJET

NOM/Prénom du responsable du projet :

Téléphone:

Téléphone portable :

Courriel (facultatif) :

#### COORDONNÉES BANCAIRES

**IBAN** - Identifiant international de compte bancaire

**BIC** - Code d'identification de la banque

### **CARACTÉRISTIQUE DU PROJET**

#### LOCALISATION DU PROJET

Commune(s)\* :

Code Postal :

\* Dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes, annexe la liste des communes concernées

Adresse précise du projet :

#### PRÉSENTATION RÉSUMÉE DU PROJET

*Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée.*

*Vous pouvez joindre également tout document (technique, publicitaire ou commercial) plus détaillé de présentation de votre projet (en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches)*

Contexte – Descriptif synthétique (200 caractères maxi)

#### CALENDRIER PRÉVISIONNEL DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet :

Date prévisionnelle de fin de projet\* :

(\*inclure les éventuelles retenues de garantie et autres délais)

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

### DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

L'établissement est-il exonéré de la TVA : ☐ Oui ☐ Non

L'opération est-elle exonérée de la TVA : ☐ Oui ☐ Non

*Si le maître d'ouvrage doit supporter la TVA, parce qu'il n'est pas exonéré ou parce qu'il ne récupère pas cette TVA, alors il peut présenter ses dépenses TTC. Les maîtres d'ouvrage publics ou qualifiés de droit public doivent obligatoirement présenter les dépenses hors taxes.*

Les dépenses prévisionnelles sont détaillées dans l'annexe 1A, 1B et 2 du présent formulaire.

Dépenses	Montant HT (en €)	Montant TVA (en €)	Montant TTC (en €)
Investissements matériels (A)			
Investissements immatériels (B)			
Frais généraux* (C) – plafonnés à 12% du montant éligible de l'opération			
COÛT TOTAL DU PROJET (A+B+C)			

(\* Honoraires des architectes, ingénieurs et consultants, études)

**Le montant total des dépenses prévisionnelles doit être identique au montant total du calendrier prévisionnel et du total général des ressources du plan de financement**

### RECETTES PRÉVISIONNELLES GÉNÉRÉES PAR LE PROJET

Des recettes nettes sont-elles générées uniquement « pendant » la mise en œuvre de l'opération ?

☐ Oui ☐ Non

*Si oui et si le coût total du projet est supérieur à 50 000 €, compléter l'annexe 3A*

**Ou**

Des recettes nettes sont-elles générées uniquement « après » ou « pendant et après » son achèvement ?

☐ Oui ☐ Non

*Si oui et si le coût total du projet est supérieur à 1 million d'euros, compléter l'annexe 3B*

Montant prévisionnel des recettes HT (en €)

Financeurs sollicités		Montant (en €)	Obtenu
Etat			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil régional			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil départemental			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Auto – financement public			
Autres (précisez)			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
FEADER			
Sous-total financeurs publics			
Autres contributeurs privés			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Auto – financement privé			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sous-total financeurs privés			
Sous-total recettes générées pendant le projet			
<b>TOTAL général = coût global du projet</b>			

### OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES EUROPÉENNES ET NATIONALES

Le porteur de projet est soumis, dans le cadre d'un dispositif d'aide européenne, à des obligations réglementaires, qui sont fonction des caractéristiques, de la nature de l'opération et de la structure bénéficiaire.

- Obligations relatives au respect des règles de la commande publique/marchés publics : Êtes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (compléter l'annexe 4)?

☐ Oui

☐ Non

- Publicité

Indiquer quelles actions de publicité, de communication et d'information sont prévues dans le cadre de l'opération conformément aux obligations de publicité prévues par la réglementation.

## CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection permettent de hiérarchiser les dossiers de candidature en fonction de leur note obtenue. Tout dossier ayant obtenu une note inférieure à la note minimale d'éligibilité ne sera pas examiné par le comité technique.

### FICHE N°1 : MAISON DE SANTÉ

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Existence d'un projet territorial de santé</b> <b>+</b> <b>Absence de services équivalents dans la commune et/ou les communes limitrophes</b>	<u>Vulnérabilité du territoire</u>  Critère Régional : Projet situé en zone de vulnérabilité* 3 degrés de vulnérabilité des EPCI : - Niv 1 : EPCI les moins vulnérables - Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire - Niv 3 : EPCI les plus vulnérables  Critère ARS : Projet situé en Niveau 1 de vulnérabilité selon le critère Régional mais également situé dans les zones de fragilité définies par l'ARS	<u>Max : 40 pts</u>  Niv 1 : 0 pt Niv 2 : 15 pts Niv 3 : 40 pts  15 points	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.  Cartographie ARS	
	<u>Projet validé par l'ARS et accueil de stagiaire</u> - Projet territorial de santé validé par l'ARS - Projet incluant le logement des jeunes stagiaires (dans la Maison de santé ou à l'extérieur)	<u>Max : 20 pts</u> - Aucun critère : 0 pt - 1 des 2 critères est rempli : 10 pts - les 2 critères sont remplis: 20 pts	Ces documents doivent être fournis au porteur de projet par l'ARS	<input type="checkbox"/>
	Projet validé par au moins 1 intercommunalité	<u>Max : 10 pts</u> Si oui : 10 pts	Délibération d'une ou plusieurs intercommunalités validant le projet	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable</b>	Projet architectural incluant le recours aux énergies renouvelables : panneaux solaires, chaufferie bois, éolien, méthanisation...	<u>Max : 10 pts</u>  5 points	Devis faisant apparaître ces investissements	<input type="checkbox"/>
	Projet réalisé dans un bâtiment existant ou sur une reconversion de friche	5 points	Plans, autorisation de travaux, permis de construire	<input type="checkbox"/>

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Projet favorisant la mutualisation des moyens pour un meilleur service public</b>	Projet innovant sur les usages numériques (mise en réseau et démarche de partage des informations entre praticiens, intégration et interopérabilité des outils employés, développement des téléconsultations)	<u>Max : 20 pts</u> Si oui : 20 pts	Dossier de présentation du projet, devis d'investissement	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<u>Max : 10 pts</u> Si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>
<b>Première demande du porteur de projet au FEADER</b>	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<u>Max : 10 pts</u> Si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	

Nombre total de points : 120 pts

Note minimale l'éligibilité : 60 pts

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

## FICHE N°2 : MAISON DE SERVICE AU PUBLIC

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Absence de services équivalents dans la commune ou les communes limitrophes</b>	<b><u>Vulnérabilité du territoire</u></b>  Projet situé en zone de vulnérabilité*  3 degrés de vulnérabilité des EPCI : - Niv 1 : EPCI les moins vulnérables - Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire - Niv 3 : EPCI les plus vulnérables	<b><u>Max : 40 pts</u></b>  Niv 1 : 0 pt Niv 2 : 15 pts Niv 3 : 40 pts	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité  * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.	
	<b><u>Schéma Départemental d'accessibilité des services</u></b>  Conformité au Schéma départemental d'accessibilité des services au public quand il existe ou conformité au diagnostic préalable quand le schéma n'est pas encore validé	<b><u>Max : 10 pts</u></b>  10 pts	Courrier du département et de la préfecture validant le territoire déficitaire par la conformité au Schéma ou au diagnostic préalable	<input type="checkbox"/>

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Existence d'une démarche intercommunale</b>	Projet validé par au moins 1 intercommunalité	<u>Max 10 pts</u> Si oui : 10 pts	Délibération de l'intercommunalité	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable</b>	<u>Prise en compte du développement durable</u>  Projet architectural incluant le recours aux énergies renouvelables : panneaux solaires, chaufferie bois, éolien, méthanisation...	<u>Max : 10 pts</u>  5 pts	Devis faisant apparaître ces investissements	<input type="checkbox"/>
	Projet réalisé dans un bâtiment existant ou sur une reconversion de friche	5 pts	Plans, autorisation de travaux, permis de construire	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant la mutualisation des moyens pour un meilleur service public</b>	<u>Mutualisation des moyens</u>  Projet comprenant à minima un espace de travail partagé et/ou une offre multiple de services publics  Projet partenarial de service public s'appuyant sur une convention ou une charte	<u>Max : 30 pts</u>  - Aucun critère : 0 pt - 1 critère rempli : 15 pts - 2 critères remplis : 30 pts	Dossier de présentation du projet,  Convention partenariale avec les services  Preuve de la sollicitation du Label Etat demandé	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<u>Max : 10 pts</u> si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>
<b>Première demande du porteur de projet au FEADER</b>	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<u>Max : 10 pts</u> si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	

Nombre total de points : 120 pts

Note minimale l'éligibilité : 60 pts

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux

FICHE N°3 : INFRASTRUCTURES SOCIALES : EQUIPEMENTS PETITE-ENFANCE, ENFANCE

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Absence de services équivalents dans la commune ou les communes limitrophes</b>	<b><u>Vulnérabilité du territoire</u></b>  Projet situé en zone de vulnérabilité*  3 degrés de vulnérabilité des EPCI :  - Niv 1 : EPCI les moins vulnérables - Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire - Niv 3 : EPCI les plus vulnérables	<b><u>Max : 40 pts</u></b>  Niv 1 : 0 pt  Niv 2 : 15 pts  Niv 3 : 40 pts	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité  * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.	
<b>Projet favorisant la mutualisation des moyens pour un meilleur service public</b>	<b><u>Inscription du projet dans une politique enfance-jeunesse</u></b>  Projet s'inscrivant dans le cadre d'une politique de l'enfance et/ou jeunesse en répondant aux critères suivants :  - Formalisation d'un projet enfance jeunesse ou petite enfance  - Avis favorable de la CAF et/ou MSA  - Formalisation d'un projet de fonctionnement de l'équipement : moyens humains dédiés à l'équipement hors personnel d'entretien communal, estimation du budget de fonctionnement (prévisionnel de dépenses et recettes)	<b><u>Max : 30 pts</u></b>  - Aucun des 3 critères : 0 pt  - Si 1 ou 2 critères sont remplis : 10 pts  - Si les 3 critères sont remplis : 30 pts	Avis favorable formalisé  Dossier descriptif formalisant le projet, les partenariats  Document présentant le fonctionnement de l'équipement avec les moyens humains détaillés et le budget de fonctionnement prévisionnel en dépenses et recettes	<input type="checkbox"/>
<b>Existence d'une démarche intercommunale</b>	Projet validé par au moins 1 intercommunalité	<b><u>Max : 20 pts</u></b>	Délibération d'une ou plusieurs intercommunalités validant le projet	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable</b>	<b><u>Prise en compte du développement durable</u></b>  Projet architectural incluant le recours aux énergies renouvelables : panneaux solaires, chaufferie bois, éolien, méthanisation...  Projet réalisé dans un bâtiment existant ou sur une reconversion de friche	<b><u>Max : 10 pts</u></b>  5 pts  5 pts	Devis faisant apparaître ces investissements  Plans, autorisation de travaux, permis de construire	<input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<b><u>Max : 10 pts -</u></b>  Si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>



Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
Première demande du porteur de projet au FEADER	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<b>Max : 10 pts</b> Si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	

Nombre total de points : 120

Note minimale l'éligibilité : 60

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

#### FICHE N°4 : COMMERCE DE PROXIMITÉ

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Absence de services équivalents dans la commune ou les communes limitrophes</b>	<b><u>Vulnérabilité du territoire</u></b>  Projet situé en zone de vulnérabilité*  3 degrés de vulnérabilité des EPCI : - Niv 1 : EPCI les moins vulnérables - Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire - Niv 3 : EPCI les plus vulnérables	<b>Max : 40 pts</b>  Niv 1 : 0 pt Niv 2 : 15 pts Niv 3 : 40 pts	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité  * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.	
<b>Existence d'une démarche intercommunale</b>	Projet validé par au moins 1 intercommunalité	<b>Max : 10 pts</b>	Délibération d'une ou plusieurs intercommunalités validant le projet	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable</b>	<b><u>Prise en compte du développement durable</u></b>  Projet architectural incluant le recours aux énergies renouvelables : panneaux solaires, chaufferie bois, éolien, méthanisation...  Projet réalisé dans un bâtiment existant ou sur une reconversion de friche	<b>Max : 10 pts</b>  5 pts  5 pts	Devis faisant apparaître ces investissements  Plans, autorisation de travaux, permis de construire	<input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Projet favorisant la mutualisation des moyens pour un meilleur service public</b>	<b>Mutualisation de moyens</b> Une étude de faisabilité faisant apparaître le besoin et déterminant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien du dernier commerce alimentaire</li> <li>- Projet concernant au minimum 3 activités distinctes</li> </ul>	<b>Max : 40 pts</b> - Aucun des 2 critères : 0 pts - 1 critère rempli : 20 pts - 2 critères remplis: 40 pts	Etude préalable de faisabilité du projet par un prestataire externe (ex : chambre consulaire) Dossier de présentation du projet	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<b>Max : 10 pts</b> Si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>
<b>Première demande du porteur de projet au FEADER</b>	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<b>Max : 10 pts</b> Si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	

Nombre total de points : 120 pts

Note minimale l'éligibilité : 60 pts

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

#### FICHE N°5 : INFRASTRUCTURES CULTURELLES ET SPORTIVES

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Absence de services équivalents dans la commune ou les communes limitrophes</b>	<b>Vulnérabilité du territoire</b> Projet situé en zone de vulnérabilité* 3 degrés de vulnérabilité des EPCI : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niv 1 : EPCI les moins vulnérables</li> <li>- Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire</li> <li>- Niv 3 : EPCI les plus vulnérables</li> </ul>	<b>Max : 40 pts</b> Niv 1 : 0 pt Niv 2 : 15 pts Niv 3 : 40 pts	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.	

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Projet favorisant la mutualisation des moyens pour un meilleur service public</b>	<b>Projet culturel ou sportif &amp; mutualisation</b>  - Formalisation d'un partenariat avec un acteur culturel ou sportif et une collectivité ou intercommunalité  - Identification du besoin à travers une étude (en interne ou externe) et d'une phase de concertation de la population et des usagers au sujet du projet  - Formalisation d'un projet de fonctionnement de l'équipement : moyens humains dédiés à l'équipement hors personnel d'entretien communal, estimation du budget de fonctionnement (prév. dépenses et recettes)  – Programmation annuelle pérenne et professionnelle pour les infrastructures culturelles, et pratiques multisports pour les infrastructures sportives.	<b>Max 40 pts</b>  - Aucun des 4 critères : 0 pt  - 1 ou 2 critères remplis : 10 pts  - 3 critères remplis : 20 pts  - 4 critères remplis : 40 pts	Formalisation d'un partenariat par une instance ad-hoc ou une convention  Etude de besoin et/ou document de concertation locale  Dossier de présentation du projet détaillée comprenant le budget détaillé de fonctionnement et le prévisionnel en personnel dédié (copie contrat travail selon avancée projet)	<input type="checkbox"/>
<b>Existence d'une démarche intercommunale</b>	Projet validé par au moins 1 intercommunalité	<b>Max : 10 pts</b>  Si oui : 10 pts	Délibération d'une ou plusieurs intercommunalités validant le projet	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable</b>	<b>Prise en compte du développement durable</b>  Projet architectural incluant le recours aux énergies renouvelables : panneaux solaires, chaufferie bois, éolien, méthanisation...  Projet réalisé dans un bâtiment existant ou sur une reconversion de friche	<b>Max : 10 pts</b>  5 pts  5 pts	Devis faisant apparaître ces investissements  Plans, autorisation de travaux, permis de construire	<input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<b>Max : 10 pts</b>  Si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>
<b>Première demande du porteur de projet au FEADER</b>	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<b>Max : 10 pts</b>  Si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	

Nombre total de points : 120 pts

Note minimale l'éligibilité : 60 pts

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

## FICHE N°6 : MOBILITÉS

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatif à joindre au dossier*	Pièces jointes au dossier
<b>Absence de services équivalents dans la commune ou les communes limitrophes</b>  <b>+</b>  <b>Existence d'une démarche intercommunale</b>	<b><u>Vulnérabilité du territoire et projet intercommunal</u></b>  <u>Projet situé en zone de vulnérabilité*</u>  3 degrés de vulnérabilité des EPCI : - Niv 1 : EPCI les moins vulnérables - Niv 2 : EPCI en situation intermédiaire - Niv 3 : EPCI les plus vulnérables  <u>Projet validé par au moins 1 intercommunalité</u>	<b><u>Max : 50 pts</u></b>  <u>Max : 40 pts</u>  Niv 1 : 0 pt  Niv 2 : 15 pts  Niv 3 : 40 pts  <u>Max 10 pts</u>  Si oui : 10 pts	Base : Cartographie Région Nouvelle-Aquitaine des zones de vulnérabilité  * pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers c'est le Niveau 1 qui s'applique. Pour rappel ; la Ville de Poitiers n'est pas éligible au PDR.  Délibération de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	<b><u>Mutualisation de moyens</u></b>  Le projet prévoit une coopération ou un contrat avec un opérateur public et/ou privé de transports tels que la SNCF, la Région, une société d'autocariste...	<b><u>Max 20 pts</u></b>  Si oui : 20 pts	Convention de partenariat, contrat...	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant le développement durable (PC)</b>	<b><u>Développement durable</u></b>  - Le porteur de projet est déjà engagé dans une démarche de développement de la mobilité douce et/ou d'une mobilité alternative aux énergies fossile (ex : flotte de véhicule ou de vélo électrique...)  - Le projet incite les usagers à la non utilisation des énergies fossiles. Ex : création d'une liaison douce non motorisée, mise à disposition de vélo électrique, borne de recharge pour véhicules électriques...	<b><u>Max 30 pts</u></b>  -Aucun critère : 0 pts  - 1 critère rempli : 10 pts  - 2 critères remplis : 30 pts	Dossier de présentation du projet, cartographie, devis	<input type="checkbox"/>
<b>Projet favorisant l'emploi local créé ou maintenu</b>	Intention du porteur de projet à créer ou maintenir l'emploi salarié permanent d'au moins 1 ETP	<b><u>Max : 10 pts</u></b>  Si oui : 10 pts	Dossier de présentation du projet, copie des contrats de travail ou attestation de l'employeur	<input type="checkbox"/>
<b>Première demande du porteur de projet au FEADER</b>	Pas de soutien accordé préalablement au titre de la 7.4.1	<b><u>Max : 10 pts</u></b>  Si oui : 10 pts	Tableau de suivi FEADER	<input type="checkbox"/>

Nombre total de points : 120 pts

Note minimale l'éligibilité : 60 pts

\* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous éléments non listés ci-dessous et qu'il jugera utile à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVE À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

<b>Pour tous les bénéficiaires</b>	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé.	<input type="checkbox"/>		
<u>Pièces relatives au demandeur</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du RIB (ou copie lisible) à jour comportant IBAN.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie du certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie de justificatif de la situation du demandeur au regard de la TVA	<input type="checkbox"/>		
Copie des statuts du bénéficiaire à jour	<input type="checkbox"/>		
Copie de la preuve de la représentation légale ou du pouvoir pour un porteur de projet agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qui lui est donné.	<input type="checkbox"/>		
<u>Pièces relatives au projet</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe 1A: Dépenses matérielles prévisionnelles	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe 1B : Dépenses immatérielles prévisionnelles	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe 2 : Dépenses de frais généraux prévisionnelles	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie des pièces justificatives des dépenses prévisionnelles, matérielles et immatérielles (devis, attestations) datées et adressées à l'attention du demandeur de l'aide	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de la délibération de l'organe compétent approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de plan de situation, plan cadastral et plan de masse avant et après travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de l'arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux et, le cas échéant, autorisation de travaux au titre des établissements recevant du public	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de la preuve de propriété du bien ou <i>le cas échéant</i> , autorisation du propriétaire si le terrain sur lequel l'opération se déroule n'appartient pas au maître d'ouvrage	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe 3A : Estimation des recettes générées pendant l'opération	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe 3B : Estimation des recettes générées après l'opération	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Si le projet génère des recettes pendant et/ou après opération, copie de la délibération de l'organe délibérant qui statue sur les tarifs de prestations ou de locations qui seront appliqués sur la durée de vie du bien	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de tout document (notification, convention, arrêté d'attribution...) permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de toutes pièces permettant de répondre aux critères d'éligibilité et critères de sélection demandés dans l'appel à projet (voir grilles de sélections)	<input type="checkbox"/>		

### Pour les associations

Copie du récépissé de déclaration d'association en Préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des 3 derniers bilans et comptes de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

### Pour les établissements publics et associations relevant des organismes qualifiés de droit public

Annexe 4 : Respect des règles de la commande publique <u>complétée et signée</u>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie des avis de publicité des marchés	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie du cahier des charges (ou CCTP)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe 5 : Attestation d'absence de conflit d'intérêt signé du représentant légal <u>complétée et signée</u>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

**NB : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier en fonction de la nature de l'opération et des dépenses présentées.**

### ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides FEADER au titre de l'opération de développement des services de base pour la population rurale.

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information.
- Être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales (en cas de personne morale, cotisations de la société et de chacun des associés).
- **Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.**
- Respecter tout au long de la mise en œuvre et de la durée de vie du projet, les critères qui vont rendre mon projet éligible et lui permettre d'être sélectionné.
- Être informé que l'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :**

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.

- Informer le service instructeur de mon dossier de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » qui pourraient conduire à un dépassement du taux d'aide publique (auquel cas, il sera procédé à l'annulation du FEADER).
- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC) le cas échéant.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide FEADER.
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- **Respecter les obligations européennes en matière de publicité** décrites dans la notice qui accompagne le formulaire.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes pendant dix ans.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

☐ Je suis informé(e) (nous sommes informés):

- **Qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.**
- Que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

À

le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal :

*Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la Région Nouvelle-Aquitaine.*

## ANNEXE 1 A : DÉPENSES MATÉRIELLES PRÉVISIONNELLES FAISANT L'OBJET D'UNE FACTURATION

[illegible]



[illegible]

# ANNEXE 1 B : DÉPENSES IMMATÉRIELLES PRÉVISIONNELLES FAISANT L'OBJET D'UNE FACTURATION

Type de dépense	Nom du fournisseur	Libellé <i>Ex : facture ancienne/devis/ offre de prix</i>	Montant prévisionnel HT (€)	Montant réel supporté <i>(à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)</i>		Devis joint <i>(cocher la case)</i>
				Montant TVA (€)	Montant TTC (€)	
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>
Montant total						

**ANNEXE 2 : DÉPENSES DE FRAIS GÉNÉRAUX (PLAFONNÉS À 12% DU MONTANT ÉLIGIBLE DE L'OPÉRATION) FAISANT L'OBJET D'UNE FACTURATION**

Nature des frais*	Montant prévisionnel HT (€)	Montant réel supporté <i>(à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)</i>		Justificatif joint <i>(cocher la case)</i>
		Montant TVA (€)	Montant TTC (€)	
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>
<b>Montant total</b>				

ANNEXE 3A : ÉTAT ESTIMATIF DES RECETTES GÉNÉRÉES PENDANT L'OPÉRATION

Description recettes	Type de justificatif	Montant présenté HT (€)
TOTAL RECETTES		

## ANNEXE 3B : ETAT ESTIMATIF DES RECETTES GÉNÉRÉES APRÈS L'OPÉRATION

Uniquement pour les opérations dont le coût total >1Millions d'euros.

Durée d'amortissement du bien (en années)	
---	--

Si le bien n'est pas amorti, le bénéficiaire devra fournir un document l'attestant signé de l'ordonnateur et du comptable.

Année(s)	Recettes prévisionnelles <sup>(1)</sup>	Coûts d'exploitation prévisionnels <sup>(2)</sup>
2017		
2018		
2019		
2020		
2021		
2021		
2023		
2024		
2025		
2026		
2027		
2028		
2029		
2030		
2031		
2032		
2033		
2034		
2035		
2036		
2037		
2038		
2039		
2040		
2041		
2042		
2043		
2044		
2045		
2046		

Détailler les modalités de calcul des recettes prévisionnelles :

Détailler les modalités de calcul des coûts d'exploitation prévisionnels :

## ANNEXE 4 : ENGAGEMENT AU RESPECT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

### Cadre réservé aux services instructeurs

N° dossier OSIRIS :

Raison Sociale du bénéficiaire :

N°SIRET :

Libellé de l'opération :

### ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

☐ Je suis informé(e) que **la date de commencement du marché public constitue un commencement d'exécution de l'opération FEADER.**

### EN TANT QUE BÉNÉFICIAIRE :

*Cocher la case correspondant à la situation de votre structure :*

☐ Je certifie sur l'honneur que la structure dont je suis le représentant légal **n'est pas soumise aux règles de la commande publique pour l'opération identifiée ci-dessus**, pour laquelle une aide FEADER a été attribuée, et ce pour le motif suivant :

☐ Je certifie sur l'honneur que la structure dont je suis le représentant légal **est soumise aux règles de la commande publique pour l'opération identifiée ci-dessus et pour laquelle une aide FEADER a été attribuée.** De plus, je certifie avoir respecté les règles de passation des marchés publics tels que décrit ci - dessous.

*La suite est à dupliquer en autant que de lot ou de marché*

### IDENTIFICATION DU MARCHÉ

**Intitulé du marché n°** :

**Montant du marché** :

Si le marché est alloti

**Intitulé du lot n°** :

**Montant du lot n°** :

### OBJET/TYPE DE MARCHÉ :

☐ Marché de travaux

☐ Marché de fournitures

☐ Marché de service

### FORME DU MARCHÉ :

☐ Marché public

☐ Marché à tranches

☐ Accord-cadre avec marchés subséquents

### PROCÉDURE :

☐ Procédure adaptée (MAPA)

☐ Procédure formalisée

☐ Appel d'offre

☐ Procédure concurrentielle avec négociation

☐ Procédure négociée avec mise en concurrence préalable

☐ Dialogue compétitif

☐ Procédure négociée sans mise en concurrence

*(la législation donne des conditions strictes d'accès à cette procédure)*

### PUBLICITÉ :

☐ Non obligatoire

☐ Bulletin Officiel des Annonces de Marché Publics (BOAMP) ou Journal d'Annonce Légale (JAL ex : Presse quotidienne régionale)

☐ BOAMP et Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE)

☐ Profil Acheteur

☐ Autre :

Certifié exact et sincère, le :

Nom, prénom du représentant de la structure :

Qualité :

Cachet et signature du représentant légal

## ANNEXE 5 : DÉCLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊT DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Je, soussigné(e) [REDACTED]

agissant en tant que [REDACTED],

responsable légal de [REDACTED]

la passation du marché ayant pour objet [REDACTED]

ayant présidé ou participé à la passation, l'élaboration, le suivi du marché public susmentionné, notamment à l'analyse des offres ou à la commission d'ouverture des candidatures ou à la commission d'analyse des offres ou à la commission d'attribution du marché public susmentionné, déclare avoir pris connaissance de l'article 57 du règlement financier n° 966/2012, relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union Européenne, qui dispose que:

*«1. Les acteurs financiers et les autres personnes participant à l'exécution et à la gestion du budget, y compris aux actes préparatoires à celui-ci, ainsi qu'à l'audit ou au contrôle, ne prennent aucune mesure à l'occasion de laquelle leurs propres intérêts pourraient être en conflit avec ceux de l'Union.*

*Si un tel risque existe, la personne en question a l'obligation de s'abstenir et d'en référer à l'ordonnateur délégué, qui confirme par écrit l'existence éventuelle d'un conflit d'intérêts.*

*La personne en question informe également son supérieur hiérarchique. Lorsque l'existence d'un conflit d'intérêts a été établie, la personne en question cesse toutes ses activités en rapport avec le dossier concerné. L'ordonnateur délégué prend lui-même toute mesure supplémentaire appropriée.*

*2. Aux fins du paragraphe 1, il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne, visés au paragraphe 1, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire.»*

Également, je déclare avoir pris connaissance de l'article 432-12 du code de pénal, qui dispose que :

*« Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction. »*

Ainsi que de l'article 432-13, qui dispose également que :

*« Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 200 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction, le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que membre du Gouvernement, titulaire d'une fonction exécutive locale, fonctionnaire ou agent d'une administration publique, dans le cadre des fonctions qu'elle a effectivement exercées, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée ou de formuler un avis sur de tels contrats, soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par une entreprise privée ou de formuler un avis sur de telles décisions, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de trois ans suivant la cessation de ces fonctions. »*

Par la présente, je déclare ne pas être, en connaissance de situations de conflit d'intérêts avec les opérateurs qui ont posé candidature pour participer à la présente procédure de passation de marché public ou soumis une offre dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés, que ce soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement, ni avec les sous-traitants proposés.

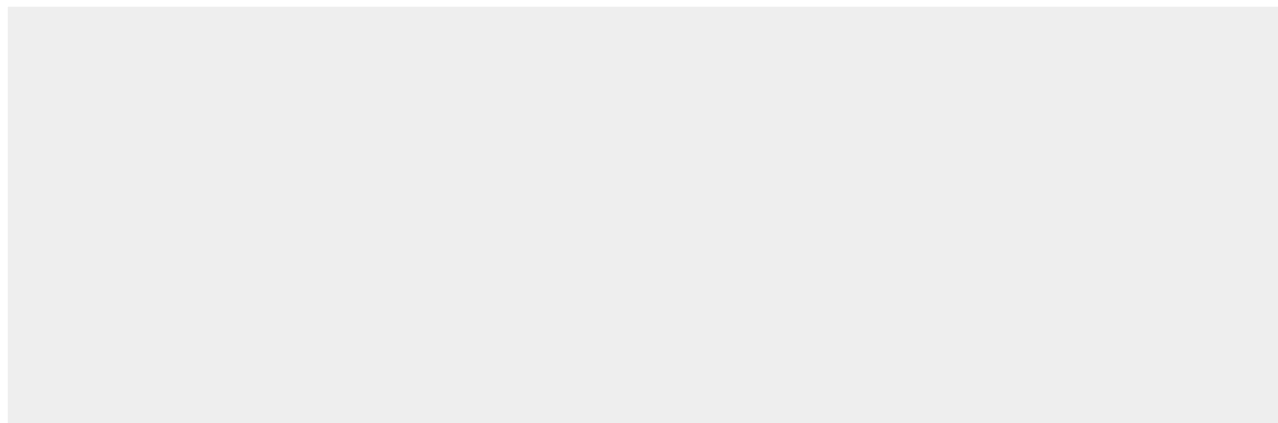


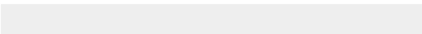
À ma connaissance, il n'existe aucun fait ou élément, passé, actuel ou susceptible d'apparaître dans un avenir prévisible, qui pourrait remettre en question l'indépendance d'une de ces parties dans le cadre de la passation de ce marché.

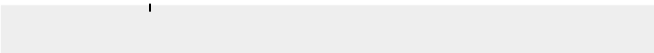
Je confirme que si, au cours de la procédure de sélection / de la procédure d'évaluation [d'ouverture] / de l'exécution ou de la modification du contrat, je découvre l'existence ou l'apparition d'un tel conflit, je le signalerai immédiatement à l'autorité hiérarchique compétente et que si un risque de conflit d'intérêts inapproprié est avéré, je ferai cesser sans délai le marché susmentionné et procéderai aux modifications adéquates afin de restaurer l'indépendance attendue entre les différentes parties.

Je confirme également que j'assurerai la confidentialité de toutes les questions qui me seront confiées. Je ne révélerai aucune des informations confidentielles qui auront été portées à ma connaissance ou que j'aurai découvertes et m'abstiendrai de faire un usage abusif des informations qui m'auront été transmises. Je m'engage en particulier à conserver de manière sûre et confidentielle les informations et les documents qui me seront communiqués ou dont je prendrai connaissance ou que je préparerai dans le cadre de l'évaluation ou suite à celle-ci, et je m'engage à ne les exploiter qu'aux seules fins de cette évaluation et à ne les communiquer à aucune tierce partie. De plus, je m'engage à ne conserver aucune copie des informations écrites reçues.

Engagement : Comment avez-vous assuré l'absence de conflits d'intérêts dans la passation de ce marché public? Par quelles mesures ? :



Fait le 

A 

Signature du responsable du marché